

Conséquences du Brexit pour l'Europe, la Belgique et la Wallonie

Eric Dor

Forum Financier Belge, Liège, 20 juillet 2016

Plan



- Le Royaume Uni va-t-il vraiment quitter l'UE ?
- Les différents scénarios pour l'après Brexit
- Stratégie officielle du Royaume Uni pour l'après Brexit
- Quelques caractéristiques économiques du Royaume Uni
- Conséquences du Brexit pour l'Europe
- Conséquences pour la Belgique
- Conséquences pour la Wallonie

Le Royaume Uni va-t-il vraiment quitter l'UE ?

- Le parlement du Royaume Uni peut-il ignorer le referendum ?
- Le parlement de l'Ecosse peut-il bloquer le Brexit ?

Le parlement du Royaume Uni peut-il ignorer le referendum ?

- Article 50

- Tout État membre peut décider, conformément à ses règles constitutionnelles, de se retirer de l'Union.
- L'État membre qui décide de se retirer notifie son intention au Conseil européen. À la lumière des orientations du Conseil européen, l'Union négocie et conclut avec cet État un accord fixant les modalités de son retrait, en tenant compte du cadre de ses relations futures avec l'Union. Cet accord est négocié conformément à l'article 218, paragraphe 3, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne. Il est conclu au nom de l'Union par le Conseil, statuant à la majorité qualifiée, après approbation du Parlement européen.
- Les traités cessent d'être applicables à l'État concerné à partir de la date d'entrée en vigueur de l'accord de retrait ou, à défaut, deux ans après la notification visée au paragraphe 2, sauf si le Conseil européen, en accord avec l'État membre concerné, décide à l'unanimité de proroger ce délai.

Le parlement du Royaume Uni peut-il ignorer le referendum ?

- Procédure dissuasive
- Referendum consultatif
 - British EU Referendum Act 2015
- Rôle du parlement pour « autoriser » la notification ?
 - Majorité parlementaire normalement « contre » le Brexit
- Nouvelles élections ?
 - Avec résultat exprimant un retournement de majorité populaire pro UE ?
- Deuxième referendum ?
- Retour en arrière après l'activation ?
- Ajournement indéfini de l'activation ?

Le parlement de l'Ecosse peut-il bloquer le Brexit ?

- article 29 du [Scotland Act](#)
 - oblige le parlement de l'Ecosse à légiférer, sur les matières pour lesquelles il a compétence, de manière à éviter toute incompatibilité avec le droit de l'UE
- Sewel Convention
 - le parlement du royaume Uni doit demander le consentement de celui de l'Ecosse en ce qui concerne toute loi britannique qui interfère avec les compétences attribuées au parlement de l'Ecosse
- Nécessité d'une motion de consentement législatif du parlement de l'Ecosse à toute décision du parlement du Royaume Uni à activer la procédure de Brexit ?

Le parlement de l'Ecosse peut-il bloquer le Brexit ?

- article 7 de l'annexe 5 du [Scotland Act](#)
 - Les compétences réservées du parlement du Royaume Uni incluent les relations internationales, dont celles avec l'UE
 - Mais le sous paragraphe 2 de cet article précise que les obligations de conformité au droit de l'UE sont en dehors de la portée de cette compétence réservée au parlement du Royaume Uni.
 - Nécessité d'un accord du parlement de l'Ecosse à des lois du RU qui affectent la conformité des lois écossaises au droit de l'UE ?
- sous article 7 de l'article 28 du [Scotland Act](#)
 - Le parlement du Royaume Uni garde le droit d'édicter des lois pour l'Ecosse



Les différents scénarios pour l'après Brexit

- Le scénario norvégien
- Le scénario suisse
- Un accord global de libre échange ou d'association
- Par défaut, les accords de l'OMC

Le scénario norvégien

- Rejoindre l'Espace Economique Européen entre l'UE et 3 pays de l'AELE
- Avantages pour le Royaume Uni
 - Libre échange des biens et services avec l'UE
 - avec les services financiers !
 - à l'exception des produits agricoles avant transformation et de la pêche
 - Participation à certains accords de coopération de l'UE pour la recherche et l'éducation, politique sociale et d'emploi, politique régionale, ...
 - Aucune harmonisation des tarifs extérieurs sur les importations en provenance de pays tiers
 - Liberté de négocier ses propres accords de libre échange avec les pays tiers
 - Aucune participation à la politique agricole commune, la mise en place de la monnaie unique, la politique étrangère et de sécurité commune, la coopération policière et judiciaire en matière pénale
 - Davantage de liberté pour certaines politiques

Le scénario norvégien

- Inconvénients pour le Royaume Uni
 - libre-circulation des personnes, comme celles des biens, des services et des capitaux
 - Obligation d'incorporer une grande partie des lois de l'UE
 - Règles techniques, normes, certifications, contrôles, ... sur les produits obligation de reprendre l'acquis communautaire pour la politique de concurrence, la protection des consommateurs et de l'environnement, les aides d'État, ou l'éducation
 - Sans aucune influence sur ces lois
 - Payer contribution au budget de l'UE
 - Nécessité d'un traité d'adhésion à ratifier par tous les pays de l'EEE !

Le scénario suisse

- À peu près 120 accords bilatéraux de libre échange avec l'UE
 - Sur des secteurs spécifiques
 - hors services financiers, agriculture, autres services
 - à part services transfrontaliers pour 3 mois
- Participe aux accords de Schengen
- Participation à certains accords de coopération de l'UE sur l'éducation, la coopération judiciaire, ...
- Aucune harmonisation des tarifs extérieurs sur les importations en provenance de pays tiers
 - Liberté de négocier ses propres accords de libre échange avec les pays tiers

Le scénario suisse

- Inconvénients

- Peu d'enthousiasme de la part de l'UE de répéter cela avec le RU
 - L'UE veut changer le cadre légal de ses relations avec la Suisse
- Difficile d'éviter d'accepter la libre circulation des personnes
- Obligation d'incorporer une grande partie des lois de l'UE
 - Règles techniques, normes, certifications, contrôles, ... sur les produits obligation de reprendre l'acquis communautaire pour la politique de concurrence, la protection des consommateurs et de l'environnement, les aides d'État, ou l'éducation
 - Sans aucune influence sur ces lois
- Payer contribution au budget de l'UE

Un accord global de libre échange ou d'association

- Déjà suggéré par le ministre allemand des finances
 - Qui insiste sur des conditions dissuasives pour décourager des imitations par certains pays membres
- Si l'accord permet l'accès au marché européen, le RU devrait accepter une partie des lois de l'UE
 - Difficile aussi d'éviter d'accepter la libre circulation des personnes

L'OMC

- Tarifs sur les importations et exportations du RU avec UE
 - Tarifs sur importations du RU: perçus par RU
 - Tarifs sur les exportations du RU vers UE: perçus par UE
- Aucune loi de l'UE à appliquer
- Accès limité au marché européen
 - Pour exporter vers l'UE, obligation d'en respecter les normes
- Mais absence de passeport européen pour les banques et assurances
- Règles de l'OMC peu efficaces pour les services

Stratégie officielle du Royaume Uni pour l'après Brexit

- D'une économie tirée par la demande intérieure, alimentée par le crédit, vers une économie tirée par les exportations
 - Par l'amélioration de la compétitivité permise par moins de régulation
 - Par la négociation d'accords de libre échange avec tous les grands partenaires hors UE
 - Supposés plus rapides à négocier que ceux entre ces partenaires et l'UE
 - En moins de 2 ans
 - Meilleurs débouchés pour les produits britanniques
 - Importations moins chères d'inputs pour l'industrie britannique
 - Donc amélioration de la compétitivité

Stratégie officielle du Royaume Uni pour l'après Brexit

- Large consultation des gouvernements locaux et de tous les milieux économiques concernés avant d'activer l'article 50
 - Encore en 2016
- Préparation de contre mesures si l'UE force le scénario OMC
 - Utiliser les recettes des tarifs sur les importations pour subsidier la recherche, subventionner certaines productions nationales,
 - Effet dissuasif escompté
- Fiscalité en faveur des entreprises
- Moins d'emplois à productivité et salaires réduits, au profit d'emplois à meilleure productivité

Stratégie officielle du Royaume Uni pour l'après Brexit

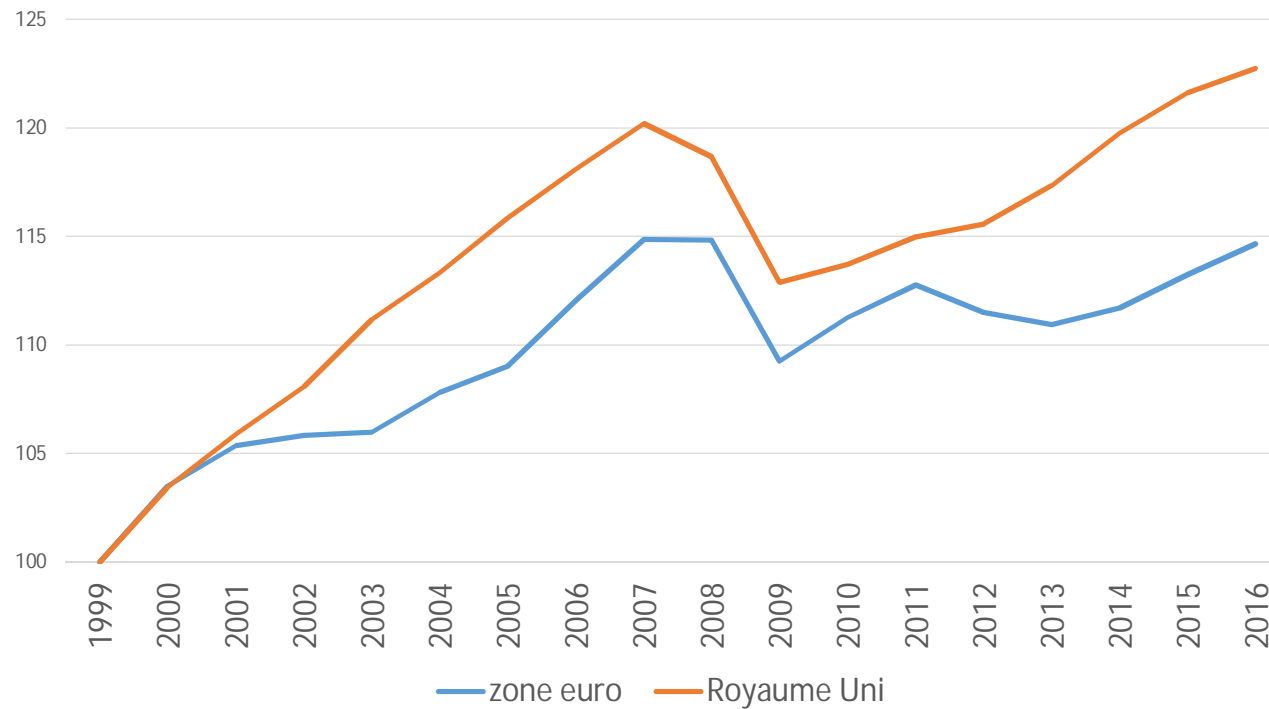
- Critiques
 - Le RU aurait de moins bons accords avec les pays tiers que ceux qu'il aurait dans le cadre de l'UE
 - Moindre pouvoir de négociation car moindre poids
 - La durée de négociation excéderait très largement 2 ans !
 - Les perspectives sont plutôt à un tassement ou réduction des échanges avec les pays tiers
 - déségmentation des chaînes de valeur, relocalisation des activités près des clients, ...
 - peu de déréglementation financière possible
 - Réglementation sévère des banques au RU: Vickers
 - Pression des Etats Unis
 - L'influence de la régulation sur la croissance de la productivité est statistiquement très incertaine

Stratégie officielle du Royaume Uni pour l'après Brexit

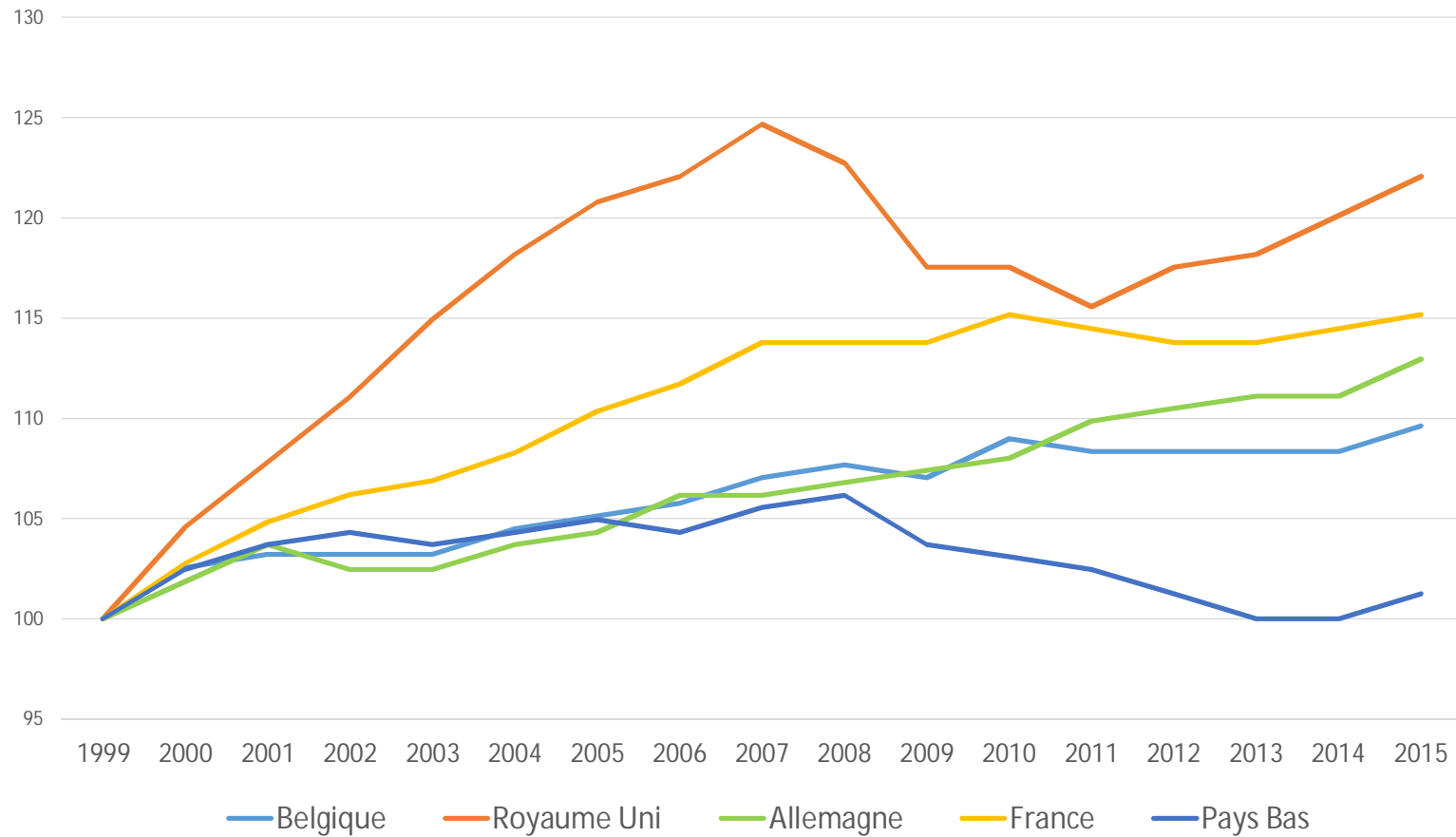
- Critiques
 - Après le Brexit, le Royaume Uni devrait remplacer les quelques 200 accords de libre échange entre l'UE et des pays tiers ou groupes de pays tiers
 - Même pour les accords mixtes
 - Enorme programme de revoir toute la législation
 - Moyens ?
 - Difficile de réduire la fiscalité sur les entreprises
 - Comment compenser la perte de recettes ?
 - Faible tolérance de la population pour des réductions additionnelles des services publics

Quelques caractéristiques économiques du Royaume Uni

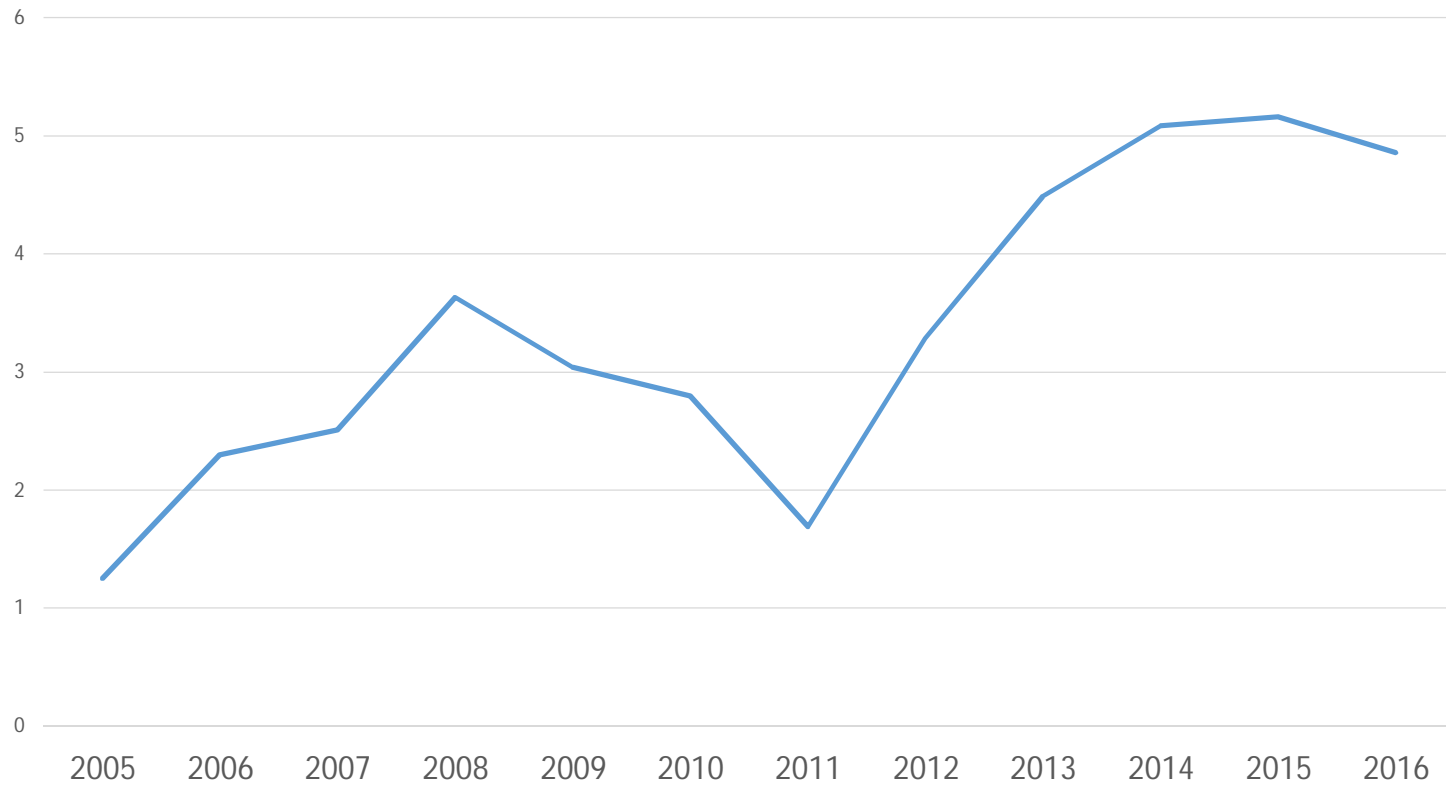
 IÉSEG SCHOOL OF MANAGEMENT
Produit intérieur brut à prix constants par habitant
indice 100 en 1999



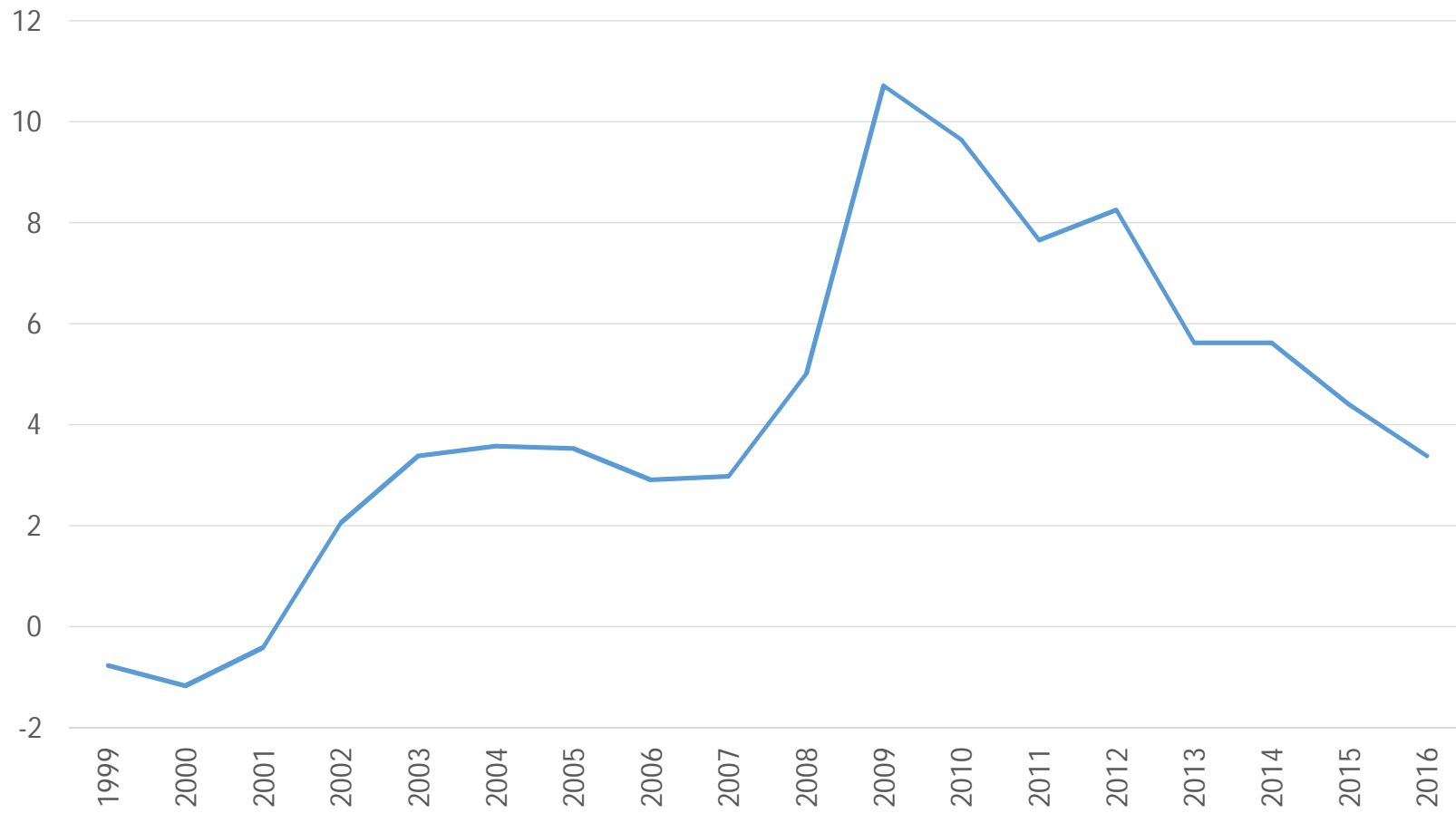
Consommation réelle des ménages par habitant indice 100 en 1999



déficit du compte courant du Royaume Uni en pourcentage du PIB

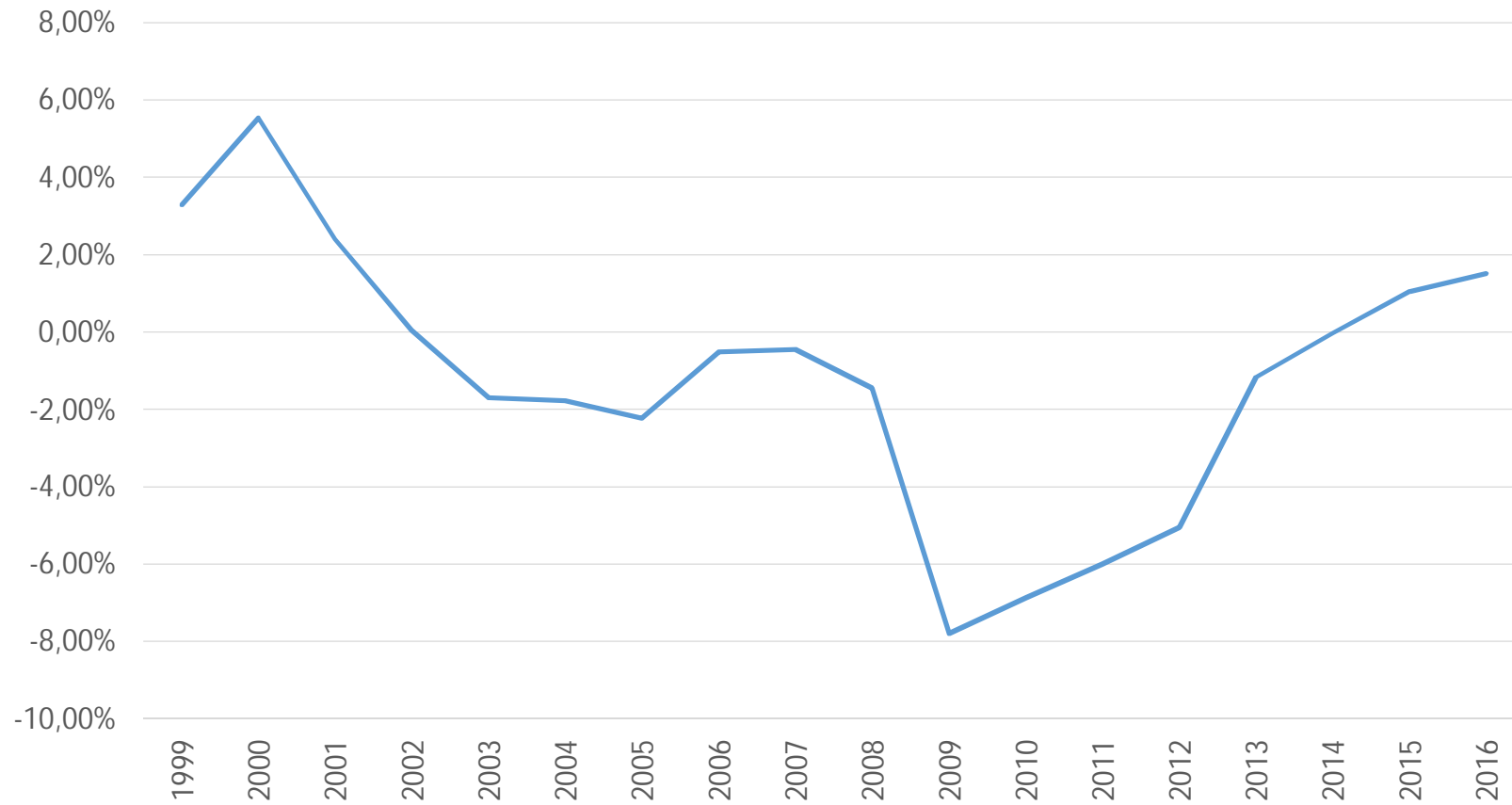


déficit public du Royaume Uni en pourcentage du PIB





besoin net de financement du secteur privé au Royaume Uni pourcentage du PIB



Conséquences du Brexit pour l'Europe

- à court terme: Impact sur l'Europe d'une récession au Royaume Uni
 - L'incertitude sur la situation d'après Brexit diminue les dépenses d'investissement au Royaume Uni
 - Par des investisseurs nationaux et étrangers
 - Enquête Deloitte cette semaine: 82% des directeurs financiers des grandes entreprises du RU prévoient une réduction de leurs dépenses en capital l'année prochaine !
 - À cause de l'incertitude, certaines entreprises vont aussi commencer à délocaliser leurs activités vers des pays de l'UE
 - Décélération de la consommation
 - Effets richesse
 - Les importations de biens et services de l'UE par le Royaume Uni vont alors diminuer
 - Phénomène amplifié par la dépréciation de la livre



part des exportations de biens vers le RU par rapport aux exportations totales de biens

IRLANDE	13,73%
PAYS-BAS	9,28%
BELGIQUE	8,83%
ALLEMAGNE	7,45%
ESPAGNE	7,31%
CHYPRE	7,21%
SUEDE	7,18%
FRANCE	7,05%
POLOGNE	6,76%
PORTUGAL	6,72%
MALTE	6,37%
DANEMARK	6,24%
SLOVAQUIE	5,51%
ITALIE	5,43%
REPUBLIQUE TCHEQUE	5,27%
FINLANDE	5,14%
LETONIE	4,95%
LUXEMBOURG	4,77%
LITUANIE	4,47%
ROUMANIE	4,36%
GRECE	4,24%
HONGRIE	4,02%
AUTRICHE	3,15%
ESTONIE	2,81%
BULGARIE	2,54%
SLOVENIE	1,89%
CROATIF	1,75%



part des exportations de services vers le RU par rapport aux exportations totales de services

Irlande	19,83%
Chypre	17,25%
Grèce	16,02%
Luxembourg	14,46%
Portugal	13,87%
Malte	12,91%
France	11,41%
Pays-Bas	10,54%
Allemagne	9,86%
Lettonie	8,77%
Belgique	8,57%
Bulgarie	8,55%
Italie	7,83%
Hongrie	7,47%
Suède	7,37%
Danemark	6,69%
Roumanie	6,58%
Pologne	6,46%
Finlande	6,21%
République tchèque	5,92%
Estonie	4,82%
Croatie	4,58%
Autriche	3,81%
Lituanie	3,39%
Slovaquie	2,94%
Slovénie	2,57%

Conséquences du Brexit pour l'Europe

- Impact de la dépréciation de la livre sur la politique monétaire de la zone euro
 - augmentation des tendances déflationnistes en zone euro
 - Complication pour la politique de la BCE
 - Baisse supplémentaire du taux MRO et du taux de la facilité de dépôt ?
 - Prolongement QE avec changement de la clef de répartition ?
- Relocalisation d'activités financières de la City vers la zone euro ?
 - clearing en euros
 - Activités de banque d'affaires, fusions acquisitions, ...
 - Activités de marché

Conséquences du Brexit pour l'Europe


- Renforcement de la tendance régulationniste de l'UE?
 - RU traditionnellement réticent à la régulation « excessive »
- Exacerbation des divergences entre pays membres en ce qui concerne l'UE
 - Tendance fédéraliste supranationale et méthode communautaire contre autonomie nationale et méthode intergouvernementale
 - Clivages sur la question de mutualiser les dettes, du fédéralisme fiscal
 - Réformes structurelles contre relance budgétaire
- A long terme: conséquences dépendent des arrangements post Brexit

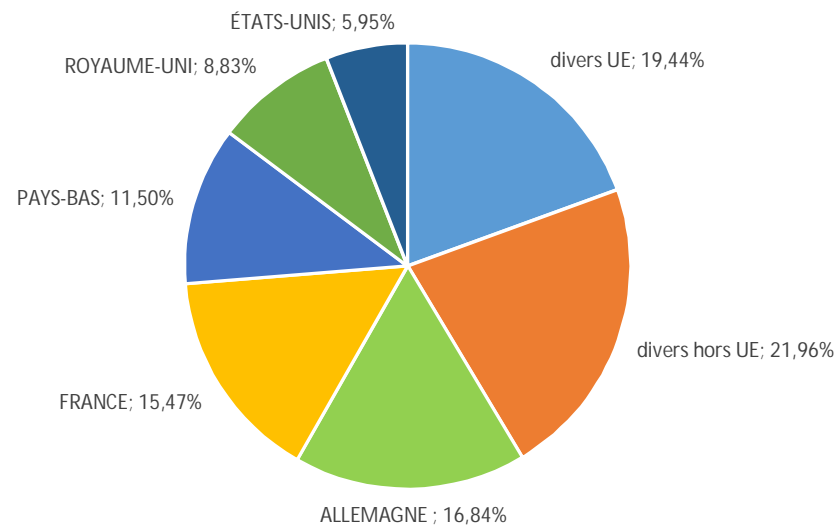
Conséquences pour la Belgique

- Exposition globale
 - Exportations de biens de la Belgique vers le Royaume Uni :
 - 31,852 milliards d'€ en 2015
 - 8,83% des exportations totales de biens de la Belgique
 - Exportations de services de la Belgique vers le Royaume Uni :
 - 8,585 milliards d'€ en 2015
 - 8,57% des exportations totales de services de la Belgique
 - Exportations totales de biens et services de la Belgique
 - 40,437 milliards d'€ en 2015
 - 8,77% des exportations totales de biens et services de la Belgique

Conséquences pour la Belgique

- Exportations de biens
 - Le Royaume Uni est le 4^{ème} pays vers lequel la Belgique exporte des biens, par ordre décroissant de ventes

 Répartition géographique des exportations de biens de la Belgique



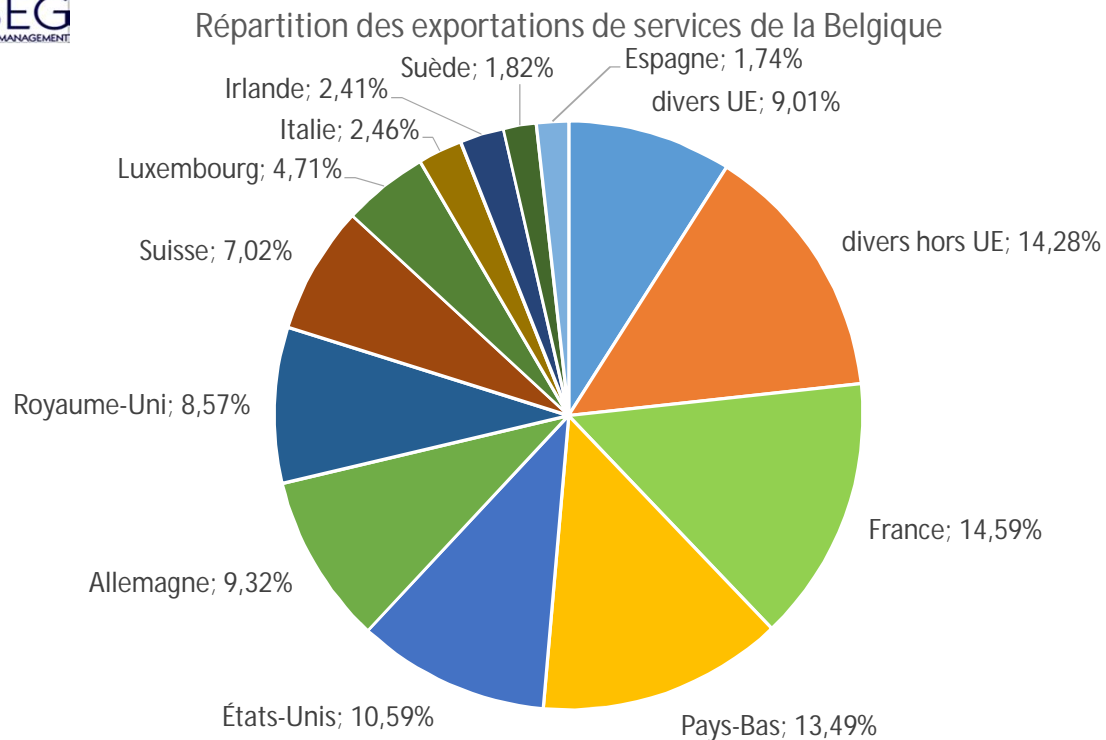
part des exportations vers le Royaume
Uni dans les exportations du secteur

or	31,14%
véhicules routiers	21,76%
divers équipements de transport	16,70%
boissons	16,44%
chaussures	15,17%
filts et tissus	14,49%
fruits et légumes	11,20%
sucre et préparations à base de sucre	11,18%
matières premières agricoles	11,03%
papier	10,88%
instruments professionnels, scientifiques et de mesure	10,74%
pharmacie	10,38%
bagages et maroquinerie	10,13%
céréales et produits à base de céréales	10,12%
équipements de télécommunication et d'enregistrement du son	10,01%
vêtements	9,02%
articles en bois hors meubles	8,87%
divers produits alimentaires	8,85%

huiles et graisses végétales	8,61%
métaux hors ferreux	8,58%
plastique primaire	8,42%
produits laitiers et œufs	8,34%
machines de bureau et de traitement de données	8,28%
cuir et articles en cuir hors classés ailleurs	8,28%
plastiques élaborés	8,13%
parfumerie	7,74%
graines huileuses et fruits oléagineux	7,61%
articles manufacturés divers	7,49%
articles en métal hors classés ailleurs	7,47%
viande et préparation à base de viande	7,22%
équipement et machines électriques	7,17%
cetains produits de graisse et huile	6,95%
café, thé, cacao et épices et produits liés	6,86%
machines spécialisées pour certaines industries	6,78%
pigments et matériel colorant	6,58%
pétrole et produits à base de pétrole	6,50%
divers produits chimiques	6,40%
produits à base de caoutchouc	6,33%
certains produits alimentation	6,25%
machines pour le travail du métal	6,19%
machines et équipements industriels hors classés ailleurs	5,52%

Conséquences pour la Belgique

- Exportations de services
 - Le Royaume Uni est le 5^{ème} pays vers lequel la Belgique exporte des services, par ordre décroissant de ventes



	Par des exportations vers le Royaume Uni dans les exportations totales du secteur
Services: Services juridiques, de comptabilité, de conseil en gestion et de relations publiques	23,28%
Services: Transports	19,43%
Services: Services financiers	11,67%
Services: Voyages	7,73%
Services: Services informatiques	7,57%
Services: Services de recherche et développement	3,80%
Services: Services de télécommunications	3,73%
Services: Bâtiment et travaux publics	3,48%
Services: Services d'architecture, services d'ingénierie, services scientifiques et autres services techniques	3,19%
Services: Services d'assurance et de fonds de pension	3,01%
Services: Rémunération pour usage de la propriété intellectuelle n.c.a.	2,66%

Services: Services de location-exploitation	2,10%
Services: Services de publicité, d'études de marché et de sondage d'opinion	1,99%
Services: Services liés au commerce	1,69%
Services de production manufacturière utilisant des intrants physiques appartenant à des tiers	1,65%
Services: Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	1,03%
Services d'entretien et de réparation non compris ailleurs	0,63%
Services: Autres services fournis aux entreprises n.c.a.	0,50%
Services: Services de traitement des déchets et de dépollution, services liés aux activités agricoles et aux industries extractives	0,19%
Services: Biens et services des administrations publiques n.c.a.	0,01%
divers	0,68%
total	100,00%

Conséquences pour la Wallonie

- Exposition globale
 - Exportations de biens de la Wallonie vers le Royaume Uni
 - 2,544 milliards d'€ en 2015
 - 5,95% des exportations totales de biens de la Wallonie
 - Surplus commercial bilatéral de 1,485 milliards d'€
 - 15% du surplus commercial total de la Wallonie

	part du secteur par rapport aux exportations totales vers le Royaume Uni	
Produits des industries chimiques ou des industries connexes	29,86%	
dont pharmacie		19,83%
Instrumentes et appareils d'optique, de photographie ou de cinématographie, de mesure, de contrôle ou de précision; instruments et appareils médico-chirurgicaux; horlogerie; instruments de musique; parties et accessoires de ces instruments ou appareils	11,22%	
dont Instruments et appareils pour la médecine, la chirurgie, l'art dentaire ou l'art vétérinaire, y compris les appareils de scintigraphie et autres appareils électromédicaux ainsi que les appareils pour tests visuels		5,94%
Matières plastiques et ouvrages en ces matières; caoutchouc et ouvrages en caoutchouc	10,67%	
Machines et appareils, matériel électrique et leurs parties; appareils d'enregistrement ou de reproduction du son, appareils d'enregistrement ou de reproduction des images et du son en télévision, et parties et accessoires de ces appareils	10,47%	
dont installations nucléaires		7,57%
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	7,68%	
Produits des industries alimentaires; boissons, liquides alcooliques et vinaigres; tabacs et succédanés de tabac fabriqués	7,52%	
Matériel de transport	4,75%	
divers	17,84%	